

Référence : 660S250Y PGC - PGC 1

Date d'édition : 23/10/2025

Rapport comportant : 48 pages

### PGC

## Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 3 ARP

#### OPERATION

PERPIGNAN UPVD - RENOVATION BIBLIOTHEQUE LSH  
52, Avenue Paul Alduy  
66000 PERPIGNAN



Université  
Perpignan  
Via Domitia  
CRÉATRICE D'AVENIRS DEPUIS 1350

#### Maître d'ouvrage

UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA  
52 avenue Paul Alduy  
66100 PERPIGNAN

Le coordonnateur SPS  
Patrick PARENT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Patrick Parent'.

LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	22/10/2025	PARENT Patrick	PRO /DCE	Sous réserve de la reception du RAAT

Diffusion :

Diffusion	UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA			
	Madame CHAMPANEY Sophie	Maître d'ouvrage	sophie.champaney@univ-perp.fr	
	ATELIER FOISSIER			
	Madame FOISSIER Laurie-Anne	Maître d'oeuvre Architecte	l.foissier@atelierfoissier.fr	

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	2 pages
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	25 pages
	ANNEXES	16 pages

# 1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

## 1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
  - ▶ Les chapitres 4 et suivants
  - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

## 1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 22/07/2025.

## 2 PRESENTATION DU PROJET

### 2.1 Description succincte

Nom de l'opération :	PERPIGNAN UPVD - RENOVATION BIBLIOTHEQUE LSH
Adresse :	52, Avenue Paul Alduy 66000 - PERPIGNAN
Type d'ouvrage :	Batiment existant
Type de toiture :	Toiture terrasse
Nombre de niveaux :	1
Nombre d'infrastructures :	/
Nombre de superstructures :	/
Hauteur maximale de l'ouvrage :	/ m
Surface du terrain :	/ m²
Surface d'emprise de la construction :	/ m²

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

Réaménagement du rez-de-chaussée de la BU LSH - UPVD 66000 PERPIGNAN

### 2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
PIECES GRAPHIQUES ARCHI	07/10/2025
Plan ENR CONSEIL Bibliothèque-Chauffage	07/10/2025
Plan ENR CONSEIL Bibliothèque-Ventilation	07/10/2025
Plan ENR CONSEIL Bibliothèque-Electricité	07/10/2025
Pieces écrites	Date
Lot N°00A CCTC	07/10/2025
Lot N°00B CCTG	07/10/2025
CCTP - Lot N°01 CLOISON FAUX-PLAFOND	07/10/2025
DPGF - Lot N°01 CLOISON FAUX-PLAFOND	07/10/2025
CCTP - Lot N°02 MENUISERIE BOIS	07/10/2025
DPGF - Lot N°02 MENUISERIE BOIS	07/10/2025
CCTP - Lot N°03 SOL SOUPLE	07/10/2025
DPGF - Lot N°03 SOL SOUPLE	07/10/2025
CCTP - Lot N°04 PEINTURE	07/10/2025
DPGF - Lot N°04 PEINTURE	07/10/2025
CCTP Electricité - Bibliothèque Universitaire	07/10/2025
DPGF Electricité - Bibliothèque Universitaire	07/10/2025
CCTP CVC - Bibliothèque Universitaire	07/10/2025
DPGF CVC - Bibliothèque Universitaire	07/10/2025
Autre	Date
Limite de prestations	07/10/2025
Estimation DCE validée	22/10/2025

### 2.3 Informations administratives sur l'opération

#### 2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **3 ARP**.

#### 2.3.2 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à

l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **3 ARP**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

#### **2.3.3 Prévision d'effectifs**

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 6 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 8 personnes

### **2.4 Informations sur le planning de l'opération**

#### **2.4.1 Calendrier général des travaux**

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE

## 3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

### 3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
MOA - NE PAS UTILISER	UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA	52 avenue Paul Alduy 66100 PERPIGNAN Tel : 04-68-66-20-16- Fax : 04-68-66-20-38-
	Monsieur AUGUET Yves	
Maître d'ouvrage	UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA	52 avenue Paul Alduy 66100 PERPIGNAN Tel : 04-68-66-20-16- Fax : 04-68-66-20-38-
	Monsieur Rousseau Yves	yves.rousseau@univ-perp.fr
	Madame MORERA Marion	Tel : 06 72 78 50 81 marion.morera@univ-perp.fr
Maître d'oeuvre Architecte	ATELIER FOISSIER	17 bis Rue du Castillet 66000 PERPIGNAN Tel : 04 30 46 71 69
	Madame FOISSIER Laurie-Anne	Tel : 06 03 88 13 14 l.foissier@atelierfoissier.fr
CSPS	BUREAU ALPES CONTROLES	56 Route de Prades 66000 PERPIGNAN Tel : 04 48 20 22 20 perpignan@alpes-controles.fr
BC	BUREAU ALPES CONTROLES	56 Route de Prades 66000 PERPIGNAN Tel : 04 48 20 22 20 perpignan@alpes-controles.fr
	Monsieur CAUDRON Philippe	Tel : 06 71 17 78 93 pcaudron@alpes-controles.fr

### 3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
DREETS	DREETS	76 Boulevard Aristide Briand 66026 Perpignan Cedex Tel : 04 11 64 39 00
OPPBTP	OPPBTP	120 AV NINA SIMONE IMMEUBLE FAHRENHEIT 34000 Montpellier
CARSAT	CARSAT	29 cours Gambetta CS49001 34068 Montpellier Tel : 04 67 12 95 30 prev@carsat-lr.fr

### 3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - CLOISON FAUX-PLAFOND		
Lot 02 - MENUISERIE BOIS		
Lot 03 - SOL SOUPLE		
Lot 04 - PEINTURE		
Lot 05 - ELECTRICITE		
Lot 06 - PLOMBERIE CVC		

## 4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

### Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
DESAM	Désamiantage	
D	Démolition	Lot 01 - CLOISON FAUX-PLAFOND
IC	Installation de chantier	Lot 01 - CLOISON FAUX-PLAFOND
EL	Electricité courants forts	Lot 05 - ELECTRICITE
PB	Plomberie Sanitaire	Lot 06 - PLOMBERIE CVC
MEX	Menuiserie Extérieure	Lot 02 - MENUISERIE BOIS
MIN	Menuiseries Intérieures	Lot 02 - MENUISERIE BOIS
PLAQ	Cloisons Doublages - Faux plafond	Lot 01 - CLOISON FAUX-PLAFOND
SOL	Sol souple	Lot 03 - SOL SOUPLE
MO	Maîtrise d'Ouvrage	Maître d'ouvrage - UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	Maître d'oeuvre Architecte - ATELIER FOISSIER
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination	Maître d'oeuvre Architecte - ATELIER FOISSIER
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	CSPS - BUREAU ALPES CONTROLES

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

### Par intervention :

#### Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

#### Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.


## 5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

<b>5.1</b>	<b>MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)</b>	<b>2</b>
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	2
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	3
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	4
5.1.1.5	Nature et préparation du terrain	4
5.1.1.6	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	4
5.1.1.7	Prévention liée à la présence d'amiante	5
5.1.1.8	Prévention liée à la présence de plomb	5
5.1.1.12	Prévention liée aux chaleurs intenses	6
5.1.2	Organisation générale du chantier	7
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	7
5.1.2.2	Installations de chantier : Voiries et Réseaux Divers Préalables	7
5.1.2.3	Installations de chantier : Base vie	8
5.1.2.4	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	10
5.1.2.5	Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	11
5.1.2.6	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	11
5.1.2.7	Circulations sur le chantier	13
5.1.2.8	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	13
5.1.2.9	Nettoyage et Gestion des déchets	14
5.1.2.10	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	14
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	16
5.1.3.1	Protections collectives	16
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	17
<b>5.2</b>	<b>MESURES DE PREVENTION PAR PHASE</b>	<b>19</b>
5.2.1	Phase Préparation	19
5.2.2	Phase Gros œuvre – Hors d'eau et hors d'air – Partie extension	21
5.2.3	Phase Gros œuvre – Corps d'Etats Secondaires – Partie Aménagement intérieur	22
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	23
<b>5.3</b>	<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>23</b>
5.3.4	Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmis par les exploitants	24
5.3.5	Plan d'Installation de Chantier (Projet)	24
5.3.6	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	25



## 5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

### 5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
<p><b>Site de type : Universitaire</b></p> <p>Les bâtiments BU LSH sont implantés au sein du campus UPVD de Perpignan (66)</p>  <p><b>Voie de circulation :</b> Avenue Paul Alduy  <a href="https://maps.app.goo.gl/RRwFRusCDZkxpLt67">https://maps.app.goo.gl/RRwFRusCDZkxpLt67</a></p> <p><b>Bâtiments mitoyens</b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>La BU LSH est dans l'enceinte de l'UPVD ?          La partie administrative du RDZ et le R+1 resteront occupés et en activité pendant l'opération, ainsi que le parking arrière.</p> <p><u>Localisation :</u></p> <p>Contraintes dues aux mitoyens :</p> <p>Des aménagements en phase travaux devront être prévus pour séparer les phases et les flux de circulation : cloisonnement, porte provisoire, organisation des services, etc.. La séparation devra être réalisée avec des moyens indémontables (Etaie, panneau OSB, polyuréthane, etc...).</p> <p>La signalétique de chantier conforme au code du travail sera mise en œuvre, en phase de préparation et conforme au PIC, avisé par l'exploitant, le CSPS et validé par le MOA.</p>		

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
<p>Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr">www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr</a></p>		

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
<b>Déclaration de projet de travaux (DT)</b> Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires : Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	MO	MO
<b>Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT)</b> Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé.	EC	EC
<b>Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC</b> Réseaux enterrés connus : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> <li>Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage</li> </ul> Contraintes dues aux réseaux enterrés sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, explosion ou incendie lors des travaux de terrassement : <ul style="list-style-type: none"> <li>Repérer (baliser, marquer) le parcours des canalisations et l'emplacement des installations de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée.</li> <li>Dévoyer les réseaux</li> </ul> <b>En phase préparation, l'exploitant transmettra un PV de consignation de tous les réseaux existants dans la zone de l'opération.</b> Réseaux aériens connus : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> <li>Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage</li> </ul> Veiller à la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement notamment) Contraintes dues aux lignes aériennes électriques sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Respect des règles de distance entre les engins et les lignes.</b></li> </ul> <b>En phase préparation, l'exploitant transmettra un PV de consignation de tous les réseaux existants dans la zone de l'opération.</b>	MO D EL PB	D EL PB
<b>5.1.1.3 Conditions d'accès au site</b>		
<b>Horaires d'accès au chantier</b> Dans le cas d'horaires postés, information obligatoire à transmettre au coordonnateur	EC	EC
<b>Voie d'accès au chantier</b> <b>Respect du plan de circulation et le règlement intérieur de l'UPVD.</b> ➤ Voies existantes d'accès : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> <li>Localisations : Avenue Paul Alduy et chemin passio Vela</li> <li>Nature : Communale et privée (Université)</li> <li>Gabarit (largeur exploitable) : 4 mètres</li> <li>Entretien général : goudronné correct / sans difficulté</li> </ul>	EC  D et PLAQ	EC  D et PLAQ
<b>Parkings</b> ➤ Véhicules chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>Uniquement sur stationnement réservé selon PIC</li> </ul>	D et PLAQ	D et PLAQ

5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Modification temporaire des voies de circulation, au vu des largeurs actuelles de celles-ci, et aménagements à envisager, dans le cadre du chantier</li> <li>➤ Information des usagers</li> <li>➤ Emprise à prévoir pour modification de trottoir et de voirie, de circulations véhicules et piétons pour la réalisation des travaux</li> </ul>	EC	EC
5.1.1.5 Nature et préparation du terrain	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<b>ETUDE GEOTECHNIQUE – SANS OBJET</b>  Transmise par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entreprise ayant réalisée le rapport :</li> <li>- Référence du rapport :</li> <li>- Date du rapport :</li> </ul>	S/O	S/O
<b>ETUDE SOLIDITE STRUCTURE</b>  R. 4534-60 : Avant de commencer les travaux de démolition d'un ouvrage, l'employeur vérifie la résistance et de la stabilité de chacune des parties de cet ouvrage, notamment des planchers.  Transmise par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entreprise ayant réalisée le rapport :</li> <li>- Référence du rapport :</li> <li>- Date du rapport :</li> </ul> Risques liés à l'existant : Merci de justifier la résistance des planchers et/ou les éléments à mettre en place pour en assurer la bonne stabilité	D et GO	D et GO
5.1.1.6 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <b>Type d'activités : Enseignements universitaires</b> <b>Contraintes d'activités</b> Consignes et organisation de sécurité propres à l'établissement transmises lors de l'inspection commune réalisée avec le chef d'établissement Les contraintes liées à l'activité du site sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Information préalable aux interventions : L'établissement restera pendant toute la durée du chantier en activité. Toute coupure de fluides de quelque nature que ce soit, ou intervention risquant de produire des nuisances sonores, vibratoires ou de circulations internes ou externes devra impérativement faire l'objet d'une information préalable, et d'un accord écrit du Maître d'ouvrage, ou par l'intermédiaire des comptes rendus de réunions hebdomadaires de chantier.</li> <li>➤ Organisation des circulations : <b>Prévision de mise en place de clôture « opaque » pour les accès et la modification des circulations.</b></li> <li>➤ Croisement de flux : <b>Des cloisons provisoires devront être mises en place aux extrémités des phases.</b></li> <li>➤ Fléchage des nouveaux parcours et accès utilisateur : <b>Si modification des plans de circulations.</b></li> <li>➤ Délimitations provisoires de zones de chantier : <b>Cf. PIC</b></li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Maintien en exploitation des bâtiments et réseaux : Procédure de coupure d'un réseau par une entreprise : se conformer explicitement à la procédure précisée dans les CCTP de la Maîtrise d'œuvre.</li> <li>➤ Conservation et balisage des issues de secours : <b>Oui</b></li> <li>➤ Phasage des travaux liés à l'exploitation : <b>Oui pour les travaux en interconnexion avec le bâtiment en service (Informatique, alarme, etc..)</b></li> </ul>		

5.1.1.7 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un <b>rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97</b> doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p><b>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</b></p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non – <b>En attente</b></p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti / avant démolition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A été réalisé le :</li> <li>- Par la société :</li> <li>- Il porte la référence :</li> </ul> <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Liste des matériaux contenant de l'amiante</p>	MO	
<p><b>Mesures de prévention spécifiques</b></p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p>	TCE	
5.1.1.8 Prévention liée à la présence de plomb	Installation	Entretien
<p>Selon la directive de la DIRECCTE CENTRE de mars 2014 le Diagnostic plomb avant travaux est obligatoire dans les conditions suivantes :</p> <p>La date de construction des bâtiments impactés par les travaux et la nature des travaux imposent le diagnostic plomb selon le tableau suivant.</p> <div data-bbox="113 1227 1085 1473"> </div> <p><b>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</b></p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Sans objet pour la présente opération (construction neuve ou ouvrages existant concernés dont le permis de construire est postérieur à 1994). <b>Permis de 1997.</b></p> <p>Le diagnostic plomb :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A été réalisé le :</li> <li>- Par la société :</li> <li>- Il porte la référence :</li> </ul> <p>Conclusion du diagnostic plomb :</p> <p>Présence de matériaux contenant du plomb <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Pour toute intervention sur des matériaux contenant du plomb, respecter l'ED 909.</p> <p>Liste des matériaux contenant du plomb : /</p>	S/O	S/O

<b>5.1.1.12</b>	<b>Prévention liée aux chaleurs intenses</b>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<b>Application du décret 2025-482 du 27 mai 2025</b>		Tous	
L'épisode de chaleur intense est défini, dans des conditions déterminées par arrêté des ministres chargés du travail, de l'environnement et de l'agriculture, par référence à un dispositif développé par Météo-France pour signaler le niveau de danger de la chaleur. <i>(Référence Art. R. 4463-1, du code du travail)</i>			
Il en découle des obligations comme l'intégration de ces risques au PGC mais aussi pour les employeurs avec la mise à jour des PPSPS en conséquence.			
<b>Mesures communes :</b>			
<b>1. Mettre à disposition de l'eau fraîche pour les travailleurs ; (A minima 3 Litres d'eau fraîche et potable par personne et par jour)</b> Mise en place d'un réfrigérateur ou point d'eau fraîche et potable accessibles facilement et rapidement, en particulier pour les travaux extérieurs ou postes éloignés.		MOA – IC	IC
<b>2. Créer un local frais de repos adapté aux conditions climatiques ou aménager le chantier de manière à permettre l'organisation de pauses dans des conditions de sécurité équivalentes.</b>			
<b>Mesures de planifications :</b>			
<b>Planification des interventions de manière à éviter l'exposition prolongée aux fortes chaleurs.</b>			
En cas de chaleur intense, il faut être vigilant quant aux tâches à exécuter. Cela implique par exemple de limiter le travail physique et de <b>réaliser les tâches lourdes tôt le matin</b> , de prévoir et de fournir des aides à la manutention. La vigilance doit être renforcée face à certains types de travaux comme les interventions sur les toits pour les couvreurs, ou sur les enrobés pour les ouvriers des travaux publics.		MOE – Toutes les entreprises	
Prendre les mesures organisationnelles adéquates pour que les travaux se fassent sans exposer les salariés aux chaleurs intense et rayonnement solaire.			
<b>PPSPS :</b> Par application de ce décret, les entreprises devront mettre à jour leur PPSPS tenant compte des dispositions ci-dessus et toutes celles prévues dans le texte et directement à charge des employeurs.		Toutes les entreprises	

### 5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités	Installation	Entretien
<b><u>Panneau de chantier</u></b>		
Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP	IC	IC
<b><u>Plan d'Installation de Chantier (PIC)</u></b>		
<p>➤ Projet de Plan d'Installation de Chantier (cf. 5.3.)</p> <p>Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Installations générales de chantier</li> <li>• Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier),</li> <li>• Parkings des véhicules</li> <li>• Zone containers et bungalows entreprises</li> <li>• Voies de circulation</li> <li>• Position des clôtures de chantier, du portail d'accès</li> <li>• Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure</li> <li>• Emplacement des aires de stockage</li> <li>• Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets</li> <li>• Position de l'armoire principale de l'installation électrique</li> <li>• Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS</li> </ul> <p>➤ Diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier.</p>	MO	MO IC
	IC	IC
<b><u>Registre de Sécurité de Chantier</u></b>		
<p>➤ Le registre de sécurité, pour les engins collectifs de chantier, installations électriques provisoires, appareils de levage, échafaudages, sera ouvert et disponible sur le chantier, incluant les comptes rendus de visites de vérifications, les levées de réserves, les rapports techniques à jour, notice de montage et de calculs des échafaudages et les PV de réception.</p> <p>➤ Le registre des observations sera ouvert et disponible à tous pendant toute la durée du chantier dans les bureaux du chantier.</p>	IC	IC
<b><u>5.1.2.2 Installations de chantier : Voiries et Réseaux Divers Préalables</u></b>		
<p><b>VRD PREALABLES OBLIGATOIRES :</b>    <input type="checkbox"/> Oui    <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Le chantier étant une opération dont le volume des travaux est inférieur à 760.000,00 € la réalisation de ces travaux n'est pas obligatoire</p>	S/O	



5.1.2.3 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
Locaux communs à toutes les entreprises		
<p>➤ <b>L'effectif de pointe prévisionnel est de : 8 personnes</b></p> <p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages).</p> <p>Coûts de location, mise en œuvre et branchements des cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats et locaux Maîtrise d'œuvre, OPC, CSPS, déplacements en cours de chantier par phases générales définies par l'OPC et enlèvement en fin de chantier.</p> <p>➤ <b>DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOCAUX DE CANTONNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Privilégier les installations modulaires aux installations dans l'existant du début à la fin du chantier ;</b></li> <li>- Mettre en place une structure porteuse des bungalows comprenant des contreventements si nécessaire ;</li> <li>- Prévoir un accès piéton indépendant viabilisé (cheminement en dur, éclairé, séparé des engins) donnant directement sur l'extérieur du chantier ;</li> <li>- Mettre en place des escaliers métalliques d'accès aux bungalows en étage, et un ascenseur si plus de 4 niveaux ;</li> <li>- S'assurer que les portes d'accès s'ouvrent vers l'extérieur ;</li> <li>- Prévoir des fenêtres ouvrantes (éclairage naturel) et un éclairage artificiel atteignant un niveau moyen de 200 lux et à minima de 120 lux au sol ;</li> <li>- Garantir une température de 18°C au minimum dans le réfectoire, et de 20°C dans les autres locaux ;</li> <li>- Assurer le renouvellement en air neuf par une ventilation mécanique ;</li> <li>- Utiliser des chauffe-eaux électriques pour produire l'eau chaude : 50°C aux points de puisage et &gt; 60°C dans les équipements de stockage ;</li> <li>- Prévoir des revêtements de sol et des parois permettant un nettoyage facile et efficace ;</li> <li>- Prévoir une armoire dédiée au stockage des produits d'entretien ainsi qu'un déversoir pour évacuer les eaux de nettoyage ;</li> <li>- Installer des sanitaires chimiques et lave-mains sur les zones de travaux à l'avancement du chantier ;</li> <li>- Mettre en place la protection incendie selon réglementation ou avis service de pompier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- stabilité au feu, signalisation et éclairage de sécurité, alarme sonore audible en tout point, au moins un extincteur par bungalows (révisé, visible et accessible) et affichage ;</li> <li>- des consignes de sécurité ;</li> </ul> </li> </ul> <p>➤ - Confier le nettoyage quotidien des cantonnements à une entreprise extérieure,</p>	IC	IC
<p><b>MISE EN ŒUVRE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Raccorder les installations au réseau public de distribution électrique ;</li> <li>- Raccorder les équipements sanitaires aux réseaux d'eau et public avec un débit et une pression suffisante ;</li> <li>- Concevoir l'alimentation et l'évacuation des fluides pour être hors gel si possible en passant par l'intérieur des bungalows ;</li> <li>- Assurer la maintenance et la vérification de l'installation électrique (initiale, annuelle et à chaque modification) ;</li> <li>- Concevoir les installations pour permettre toutes les opérations (élingage, dés élingage, raccordements) depuis le sol ou depuis l'intérieur des modules ; à défaut équiper tout le périmètre de la toiture de dispositifs de protection collective tels qu'un garde-corps.</li> </ul> <p>➤ - Pour les interventions ultérieures, maintenir sur le périmètre des toitures des garde-corps fixes et rigides et aménager un accès par escalier.</p>		

<p><b>Ces locaux devront comprendre :</b></p> <p>Le cantonnement doit être convenablement aéré, éclairé, isolé thermiquement et être équipé d'appareils de chauffage.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir ou implanter le cantonnement afin que les sanitaires, et les vestiaires soient reliés entre eux par l'intermédiaire d'un sas.</li> <li>• Maintenir en permanence les cantonnements propres et en état de fonctionnement, y compris pendant les périodes de gel,             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser un cantonnement de dimensions correspondant à l'effectif du chantier, à savoir au minimum :                 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surface des vestiaires &gt; 1,5 m<sup>2</sup> par personne ;</li> <li>• Surface des réfectoires &gt; 1,5 m<sup>2</sup> par personne ;</li> <li>• Surface des sanitaires &gt; 0,75 m<sup>2</sup> par personne ;</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> <p><i>Soit pour la surface d'une base vie &gt; 3,75 m<sup>2</sup> par personne.</i></p> <p><b>Les ratios qui précèdent permettent d'aménager un élément modulaire de 6,00 m x 2,50 m (soit 15 m<sup>2</sup>) en réfectoire pour 8 salariés, en vestiaire pour 8 salariés ou en sanitaire pour 16 salariés. Un élément modulaire de 9,00 m x 2,50 m (soit 22,50 m<sup>2</sup>) permet les mêmes aménagements pour 12 salariés au maximum. Ces ratios ne tiennent pas compte des dispositions particulières à prendre pour le lutter contre le virus COVID-19.</b></p>	IC	IC
<p><b><u>Vestiaires :</u></b>            Installer dans le vestiaire des armoires individuelles composées de 2 compartiments, avec un emplacement pour bottes et chaussures de sécurité. Ces armoires seront ventilées, avec un système d'extraction d'air vicié à l'extérieur.            Equiper le vestiaire de sièges ou bancs fixés, de patères.</p> <p><b><u>Réfectoire :</u></b>            Equiper le réfectoire des éléments suivants :            Tables et chaises,            Évier alimenté en eau potable à température réglable,            Appareils tels que plaques électriques, chauffe-gamelles, micro-ondes permettant de cuire ou réchauffer les aliments,            Réfrigérateur, Climatisation.</p> <p><b><u>Installations sanitaires :</u></b>            Installer des lavabos alimentés en eau potable, à température réglable à raison d'un lavabo pour 4 personnes au plus, équipés de savon et de moyen de séchage,            Installer un cabinet à la turque équipé d'un point d'eau et 1 ou 2 urinoirs pour 16 personnes au plus, raccordés aux réseaux d'eau et d'assainissement,            Installer des cabines de douches à parois opaques, équipé d'une porte condamnable, à raison d'une douche pour 16 personnes au plus, comportant chacune un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères, d'un chauffage spécifique rapide et communiquant directement avec les vestiaires.</p> <p><b><u>Raccordements aux réseaux :</u></b>            Raccorder les installations au réseau public de distribution électrique,            Raccorder les équipements sanitaires aux réseaux d'eau et d'assainissement. L'alimentation et l'évacuation des fluides seront conçues pour être hors gel.</p>	IC	IC
<p>➤ Salle de réunion de chantier éclairée, chauffée et aérée, conforme au CCTP, si prévue par le MOA.</p>	IC	IC
<p>➤ Tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus.</p>	IC	IC



➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.	IC	IC
➤ Coûts exploitation (Consommables)	IC	IC
<b><u>Locaux Privatifs Entreprises :</u></b>		
➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des Locaux Privatifs Entreprises pour chaque corps d'état secondaire TCE, déplacements en cours de chantier par phase générale définie par l'OPC et enlèvement en fin de chantier	IC	IC
➤ Chaque entreprise doit indiquer pendant le mois de préparation de chantier, l'emprise exacte et le nombre de bungalows qu'elle prévoit de mettre en œuvre, pour organiser ses installations futures. Bureau de chantier propre à chaque entreprise, bungalow stockage matériel, etc.	IC	IC

<b>5.1.2.4 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage</b>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<b><u>Clôture de chantier</u></b>		
➤ L'opération est réalisée dans l'enceinte de l'UPVD et du bâtiment BU LSH, clos et régit par un plan de circulation. L'accès sera communiqué en phase préparation par l'exploitant. Mise en place d'une clôture provisoire de chantier, sur la zone du parking avec portails d'accès, y compris à l'intérieur du bâtiment : <ul style="list-style-type: none"> <li>Type de clôture : <b>opaques à l'intérieur du bâtiment et clôture de chantier sur le parking,</b></li> <li>Localisation : Suivant le Projet de Plan d'Installation de Chantier</li> <li>En bordure de voirie et en périphérie du projet</li> </ul>	IC	IC
➤ Cloisonnement et portes provisoires, mise en place et déplacements en fonction des différentes phases du chantier, afin de délimiter les zones d'interventions dans les bâtiments existants concernés par les travaux, dans tous les niveaux	IC	IC
<b><u>Signalisation et Balisage</u></b>		
➤ Signalisation à l'extérieur du site : <ul style="list-style-type: none"> <li>Entrée / Sortie de chantier, dans chaque sens de la circulation</li> <li>Fléchage du chantier</li> </ul>	IC	IC
➤ Signalisation au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> <li>Panneaux « Chantier interdit au public » : aux accès et en bordure de voirie</li> <li>Panneaux « Sortie de camions » : aux accès du site</li> </ul>	IC	IC
➤ Autres éléments de signalisation : <ul style="list-style-type: none"> <li>Une signalisation et un balisage pour la mise en sécurité des travailleurs doit être mise en place</li> <li>Marquage au sol provisoire pour passage(s) protégé(s) pour piétons (pour les travailleurs du chantier)</li> </ul>	IC	IC
➤ Signalisation à l'intérieur du site, pour les véhicules : <ul style="list-style-type: none"> <li>Accès « Sortie », sens de circulation et aire de retournement pour les véhicules</li> <li>Accès aux zones de stockage</li> <li>Balisage de toute zone de stockage ou de points singuliers avec risques</li> </ul>	IC	IC
➤ Signalisation à l'intérieur du chantier, pour le personnel du chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place des panneaux de Points de Rencontre des Secours (PRS)</li> </ul>	IC	IC

<b>5.1.2.5 Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier</b>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<b><u>Bureau de trafic et de contrôle d'accès</u></b>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Accès selon le règlement et les procédures de l'UPVD.	MOA	MOA
<b><u>Gardiennage du chantier</u></b>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	SO	SO
<b>5.1.2.6 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)</b>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<b><u>Installation électrique générale de chantier</u></b>		
➤ Source : <ul style="list-style-type: none"> <li>Au sens de la mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé, la source s'entend à la limite d'emprise du chantier.</li> <li>Réseau EDF</li> <li>Transformateur Public EDF / Privé, localisation</li> </ul>	IC et EL	IC et EL
➤ L'alimentation générale vers l'armoire générale du chantier, <del>s'effectuera soit sous fourreaux enterrés sous les voies de circulation (véhicules ou piétons), soit sur poteaux provisoires suivant besoins.</del>		
➤ Les liaisons depuis l'armoire générale du chantier vers les différentes armoires générales par bâtiment (ou par cages d'escaliers) s'effectueront sous fourreaux apparents ou enterrés.		
➤ Les liaisons depuis l'armoire générale du chantier vers les différentes armoires pour les bases vie et grues fixes s'effectueront sous fourreaux enterrés ou protection mécanique, sous les voies de circulation (véhicules ou piétons).		
➤ Coûts exploitation (Consommables)	IC	IC
<b><u>Installation électrique secondaire de chantier</u></b>		
➤ Source : Armoires générales par bâtiment (ou par cages d'escaliers)  ➤ Coffrets de chantier : répartis aux différents niveaux distribués depuis les colonnes montantes des cages d'escaliers et ne nécessitant pas l'utilisation de rallonge de plus de 25 m pour les différents travaux. => Cf. PIC  Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebut.	EL	EL
<b><u>Eclairage provisoire</u></b>		
➤ Eclairage extérieur : Les éclairages extérieurs devront permettre une accessibilité aisée sur toutes les circulations de l'ensemble du chantier, pour les véhicules et pour les piétons (travailleurs).	IC et EL	IC et EL
➤ Eclairage intérieur : L'ensemble des travaux doit être réalisé dans des conditions d'éclairage suffisantes. Pour les besoins du chantier et pour certaines interventions il sera obligatoirement réalisé un éclairage temporaire d'appoint.	EL	EL
➤ Les équipements définitifs des éclairages des vides sanitaires devront être mis en œuvre dès la phase provisoire de chantier.	S/O	S/O
<b><u>Vérification de conformité :</u></b>		
➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiées <b>par un organisme agréé</b> (COFRAC) <b>avant toute mise en service</b> . Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation.	IC ou/et EL	IC ou/et EL

5.1.2.5 Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier		Installation	Entretien
<b><u>Estimation du besoin de puissance :</u></b>			
<p>➤ Chaque entreprise devra indiquer <b>pendant la période de préparation</b> de chantier ses besoins en puissance électrique pour la réalisation de ses travaux. L'absence d'information vaudra acceptation des puissances disponibles mises en œuvre par l'entreprise en charge de cette installation, sur la base des informations recueillies dans les pièces écrites.</p>		EC	EC
<b><u>Chauffage de chantier (option)</u></b>			
<p>➤ Mise en œuvre Chauffage ou préchauffage de chantier</p> <p>Suivant les conditions hivernales du site et la planification de l'OPC, des équipements de chauffage ou de préchauffage des locaux seront nécessaires.</p> <p>En fonction des possibilités techniques du chantier, sur décision de l'équipe de maîtrise d'œuvre (MOE/OPC/CSPS/MO) il sera envisagé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Les moyens</u> : la location de moyens de chauffage ou la mise à disposition d'équipements de l'opération</li> </ul>		IC	IC
<p>➤ Fermeture des ouvrants permettant le maintien de l'efficacité des systèmes de chauffage</p>		EC	EC

5.1.2.7 Circulations sur le chantier	Installation	Entretien
<b><u>Circulations extérieures aux bâtiments, dans l'emprise du chantier</u></b>		
<p>➤ Voies de chantier existantes (parkings), conformément au projet de Plan d'Installation de Chantier par réalisation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Voies provisoires avec séparation des flux piétons / véhicules</li> </ul>	IC PLAQ	IC PLAQ
<b><u>Circulations horizontales intérieures</u></b>		
<p>➤ Les circulations à l'intérieur des bâtiments seront aménagées de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied.</li> <li>Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.</li> </ul>	EC	EC
<b><u>Circulations verticales intérieures</u></b>		
<p>➤ Mise en place d'un échafaudage dans les halls de grande hauteur</p> <p>➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires</p> <p>Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied</li> <li>Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre</li> <li>Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté)</li> </ul> <p>Une échelle n'est pas un poste de travail</p>	EC	EC
	EC	EC

5.1.2.8 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	Installation	Entretien
<p>➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise.</p> <p>➤ Aménagement d'une zone de stockage sur la parking à l'arrière du bâtiment BU LSH.</p> <p>➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.</p> <p>➤ <b>Les circulations et les accès de secours devront rester libres de tous stockages ou autres.</b></p>	TCE	TCE
	IC PLAQ	IC PLAQ
	EC	EC
	TCE	TCE

5.1.2.9 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
<b><u>Nettoyage de chantier</u></b>		
<b>Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des TRAVAUX.</b>	EC	EC
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier.	EC	EC
Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants :		
➤ Nettoyage général phase Démolitions	D	D
➤ Nettoyage général phase Exécution Corps d'Etats Secondaires	EC	EC
➤ Les parties communes à toutes les entreprises (circulations, voies de circulations, espaces extérieurs, ...) devront être tenues propres constamment.	IC	IC
➤ Nettoyage des postes de travail de chacun, et par aspiration des poussières (plâtre, ciment, bois).	EC	EC
➤ Entretien, nettoyage quotidien cantonnements Tous Corps d'Etats et hebdomadaire salle de réunion de chantier	IC	IC
<b><u>Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets</u></b>		
➤ Mise en place de bennes ou de containers spécifiques TCE avec signalétique suivant le type de déchets.	EC	EC
<ul style="list-style-type: none"> <li>Localisation : au plus proche des accès (selon PIC)</li> <li>Gestion des rotations spécifiques, y compris frais de Centre de Tri et de décharges</li> </ul>		
➤ Mise à disposition de tous les corps d'état jusqu'à la fin du chantier de chariots (grutables / compatibles avec engin de levage chantier) dans les différents niveaux pour acheminement des déchets jusqu'aux zones d'évacuation	EC	EC

5.1.2.10 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	Installation	Entretien
<b>Consignes – Services d'urgences</b>		
➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie	IC	IC
Fiche d'appel des secours en annexe	TCE	TCE
<b>Mesures d'évacuation</b>		
➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.	TCE	TCE
<b>Déclaration d'accident</b>		
➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.	TCE	TCE
<b>Orientation des secours</b>		
➤ Mise en place du balisage d'identification des étages et n° de locaux, et entretien jusqu'à la réception, y compris accès aux bâtiments.	MOA IC	MOA IC
➤ Mise en place de PRS (points de rencontre avec les secours) avec signalisation physique des points définis. (base vie)		
<b>Mesures de secours et de communication sur le site</b>		
➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours	TCE	TCE
➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone <b>toujours</b> accessible sur le chantier.	TCE	TCE

5.1.2.10 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<p><b>Secouriste</b></p> <p>➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier.</p>	TCE	TCE

## 5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

### 5.1.3.1 Protections collectives

#### **Note préliminaire :**

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à **la charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

#### **Retrait provisoire d'une protection collective :**

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
  - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
  - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
  - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
  - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
  - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
  - Déposer la précédente
  - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
  - Réaliser son intervention
  - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
  - Déposer la protection remplaçante

#### **Autres protections collectives :**

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

#### **Règles de responsabilité des protections collectives :**

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

### 5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

**Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :**

#### **Procéder avec le CSPS à une inspection commune :**

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé), dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.

#### **➤ Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :**

- un **projet de PPSPS** décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
- la liste **des travaux sous-traités** ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

#### **Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :**

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre

Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

#### **Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :**

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.



## **Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :**

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
  - Des mesures SPS contenues dans le PGC
  - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
  - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

## **Travaux :**

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

## 5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

## Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

### 5.2.1 Phase Préparation

**Coactivité : Exploitant :**

[illegible]

<b><u>Phase préparation</u></b>	<b><u>Installation</u></b>	<b><u>Entretien</u></b>
➤ Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement des démolitions / du curage.	D	D
<b><i>Risques liés à la présence amiante</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pas de coactivité simultanée durant le désamiantage</li> <li>➤ Veiller au respect des procédures du plan de retrait</li> <li>➤ Balisage et délimitation de la zone de travaux</li> <li>➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge de l'entreprise de désamiantage</li> <li>➤ Réalisation d'un contrôle visuel (R1334-29-3 du Code de la Santé Publique) et selon la norme NF X 46-021 <b>à la charge du maître d'ouvrage</b></li> <li>➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement <b>à la charge du maître d'ouvrage</b>. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre »).</li> <li>➤ Rapport de fin de travaux à remettre au coordonnateur SPS (pour intégration au DIUO)</li> </ul>	En attente RAAT	En attente RAAT

## 5.2.2 Phase Gros œuvre – Hors d'eau et hors d'air – Partie extension

**Co activité :** Gros œuvre ; Etanchéité ; Electricité ; Plomberie Sanitaire ; Charpente ; Couverture zinguerie ; Menuiserie extérieure ; Façades vitrées ; Terrassement (remblaiement)

<b>Phase Gros œuvre – Hors d'eau et hors d'air</b>	<b>Installation</b>	<b>Entretien</b>
<b>Risques de chute</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Concertation préalable, à l'initiative du lot PLAQ, avec tous les lots concernés, pour le choix et la position des protections collectives (garde-corps, fermetures de trémie ou réservation...) permettant le maximum de travaux en sécurité sans démontage de ces protections.</li> <li>➤ Baies libres <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection des baies libres ou des allèges inférieures à 1 m ou des portes fenêtres par mise en place de protections provisoires en tableaux.</li> <li>• Maintien des protections collectives en ouverture de baies. La dépose de celles-ci sera conditionnée par la pose immédiate des menuiseries ou de garde-corps au fur et à mesure. Pose selon mode opératoire du PPSPS</li> <li>• Pose impérative des vitrages au fur et à mesure de la pose des menuiseries avec affichage obligatoire (et son suivi durant le chantier) sur les vitrages « interdiction d'ouverture ; danger de chute » dans le cas de non mise en place des gardes corps de balcons ou des allèges en tableaux. Une obturation provisoire interdisant l'ouverture de ses menuiseries devra être mise en place dans l'attente des protections des balcons.</li> </ul> </li> </ul>	PLAQ   D MIN  MEX   MEX	PLAQ   D MIN  MEX   MEX
<b>Risques de blessures</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente (dont ceux pour maintenir les gaines en dalle)</li> </ul>	PLAQ, EL et PB	PLAQ, EL et PB
<b>Risques d'écrasement et de chute de matériels</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en place d'auvents métalliques provisoires au droit des entrées pour les travaux en surplomb générant un risque</li> <li>➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel</li> <li>➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation</li> <li>➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol</li> </ul>	EC  EC  EC  EC	EC  EC  EC  EC
<b>Risques d'incendie</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux.</li> <li>➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger.</li> <li>➤ <b>Réalisation d'un permis Feu avec le service sécurité de l'UPVD</b></li> </ul>	MOA  EC	MOA  EC
<b>Risques de brûlures</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en place d'écrans dans le cas de proximité avec d'autres corps d'états</li> </ul>	EC	EC
<b>Risques liés au flocage/projection</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Intervention sans coactivité</li> <li>➤ Balisage de la zone d'intervention</li> <li>➤ Ventilation des locaux</li> </ul>	EC	EC

### 5.2.3 Phase Gros œuvre – Corps d'Etats Secondaires – Partie Aménagement intérieur

**Co activité :** Exploitant, Gros œuvre ; Electricité ; Plomberie Sanitaire ; Ventilation ; Cloisons Doublages ; Menuiserie intérieure ; Faux plafonds ; Revêtements de sols ; Peinture intérieure ; Equipements fluides intérieurs ;

<b>Phase Gros œuvre – Corps d'Etats Secondaires</b>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<b>Risques de chute</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Surveillance accrue pour les enlèvements des déchets et de leur évacuation, afin d'éviter toute circulation encombrée et notamment dans les escaliers</li> </ul>	TCE	TCE
<b>Risques d'intoxication, d'explosion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Ventilation des locaux et interdiction de fumer si l'on utilise des solvants</li> </ul>	EC	EC
<b>Risques de collision, écrasements</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Programmation en accord avec l'OPC des arrêts de circulation sur les voies provisoires pour les travaux définitifs, et mise en place des d'accès provisoires nécessaires à la continuité du chantier</li> </ul>	EC	EC
<b>Risques de chute d'objets</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir la chute de gravats liés au percement (carottage)</li> <li>➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.</li> </ul>	EC EC	EC EC
<b>Risques d'incendie</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux.</li> <li>➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger.</li> <li>➤ <b>Réalisation d'un permis Feu avec le service sécurité de l'UPVD</b></li> </ul>	EC	EC
<b>Risques de blessures, émission de poussières</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation.</li> <li>➤ Privilégier le captage à la source</li> </ul>	EC	EC

## 5.3 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



**En cas d'accident**

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

<b>18</b>	<b>112</b>	<b>15</b>
<b>Pompiers</b>	<b>Centre d'appels secours</b>	<b>Samu</b>

**et dites...**

**1 Ici chantier** UPVD BLIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE LSH

À (commune ou arrondissement) **66000 PERPIGNAN**

N° ..... Rue .....

En face de .....

Téléphone

**2 Précisez la nature de l'accident**

*Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...*

*Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.*

*Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...*

**3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

*Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.*

**4 Décrivez l'intervention du secouriste**

*Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...*

**5 Fixez un point de rendez-vous**

*et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.*

**6 Faites répéter le message**

**Ne raccrochez jamais le premier.**

**SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.**



#### **5.3.4 Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmis par les exploitants**

Voir dossier de consultation DCE – Plans existant ELEC et FLUIDES

#### **5.3.5 Plan d'Installation de Chantier ( Projet)**

Voir dossier de consultation DCE – PIC

### 5.3.6 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

Depuis janvier 2019, le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.) peut être appliqué sur les chantiers autre que niveau 1.

Ce n'est pas une obligation réglementaire mais c'est un outil.

Ci-dessous une trame :

#### Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

<b>CSPS</b>	Nom	PARENT Patrick	Tél.	06 86 57 12 10
<b>Mise à jour</b>	Date de modification		Eléments modifiés	

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse chantier	UPVD PERPIGNAN (66)	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	A définir en phase préparation
Contraintes horaires de livraisons	Horaires de chantier – Limiter les livraisons pendant les HO		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)	Accès réglementé	Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type
Autres renseignements utiles			



# ANNEXES

- Annexe 1 : CT - Article R4228-1 BASE VIE - RECOMMANDATIONS\_CARSAT\_LR\_11072025 (2 pages)
- Annexe 2 : Cantonnement\_BASE\_8\_CRAMIF (2 pages)
- Annexe 3 : Instal chantier (8 pages)

## ANNEXE 1

CT - Article R4228-1\_BASE VIE -  
RECOMMANDATIONS\_CARSAT  
\_LR\_11072025

#### CT - Article R4228-1

L'employeur met à la disposition des travailleurs les moyens d'assurer leur propreté individuelle, notamment des vestiaires, des lavabos, des cabinets d'aisance et, le cas échéant, des douches.

Les règles de cantonnement à respecter sont :

Le cantonnement doit être convenablement aéré, éclairé, isolé thermiquement et être équipé d'appareils de chauffage.

- Concevoir ou implanter le cantonnement afin que **les sanitaires, et les vestiaires soient reliés entre eux par l'intermédiaire d'un sas.**
- Maintenir en permanence les cantonnements propres et en état de fonctionnement, y compris pendant les périodes de gel,
- Réaliser un cantonnement de dimensions correspondant à l'effectif du chantier, à savoir au minimum :
  - Surface des vestiaires > 1,5 m<sup>2</sup> par personne ;
  - Surface des réfectoires > 1,5 m<sup>2</sup> par personne ;
  - Surface des sanitaires > 0,75 m<sup>2</sup> par personne ;

**Soit pour la surface d'une base vie > 3,75 m<sup>2</sup> par personne.**

Les ratios qui précèdent permettent d'aménager un élément modulaire de 6,00 m x 2,50 m (soit 15 m<sup>2</sup>) en réfectoire pour 8 salariés, en vestiaire pour 8 salariés ou en sanitaire pour 16 salariés. Un élément modulaire de 9,00 m x 2,50 m (soit 22,50 m<sup>2</sup>) permet les mêmes aménagements pour 12 salariés au maximum. Ces ratios ne tiennent pas compte des dispositions particulières à prendre pour le lutter contre le virus COVID-19.

- **Installer sur le toit des bungalows des garde-corps de manière à permettre une éventuelle intervention ultérieure, y associer un escalier d'accès.**

#### Vestiaires :

Installer dans le vestiaire des armoires individuelles composées de 2 compartiments, avec un emplacement pour bottes et chaussures de sécurité. Ces armoires seront ventilées, avec un système d'extraction d'air vicié à l'extérieur.

- Equiper le vestiaire de sièges ou bancs fixés, de patères.

#### Réfectoire :

Équiper le réfectoire des éléments suivants :

- Tables et chaises,
- Évier alimenté en eau potable à température réglable,
- Appareils tels que plaques électriques, chauffe-gamelles, micro-ondes permettant de cuire ou réchauffer les aliments,
- Réfrigérateur,
- Climatisation.

#### Installations sanitaires :

Installer des lavabos alimentés en eau potable, **à température réglable** à raison d'un lavabo pour 4 personnes au plus, équipés de savon et de moyen de séchage,

- Installer un cabinet à la turque équipé d'un point d'eau et 1 ou 2 urinoirs pour 16 personnes au plus, raccordés aux réseaux d'eau et d'assainissement,
- Installer des cabines de douches à parois opaques, équipé d'une porte condamnable, à raison d'une douche pour 16 personnes au plus, comportant chacune un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères, d'un chauffage spécifique rapide **et communiquant directement avec les vestiaires.**

#### Raccordements aux réseaux

- Raccorder les installations au réseau public de distribution électrique,
- Raccorder les équipements sanitaires aux réseaux d'eau et d'assainissement. L'alimentation et l'évacuation des fluides seront conçues pour être hors gel.

Pour les chantiers inférieurs à quatre mois\* ou ne permettant pas l'installation de ces équipements\*, vous pouvez recourir, **notamment, à des véhicules spécialement aménagés ou à des installations autonomes.**

\* Sous réserves d'obtention d'une dérogation de l'inspection du travail.

#### **RAPPEL RÉGLEMENTAIRE\***

Les obligations concernant les installations d'accueil, les vestiaires et les sanitaires dépendent de la taille et de la durée du chantier. Ces installations doivent être adaptées aux effectifs du chantier (nombre de lavabos, douches, toilettes, espace réfectoire) R.4228-1 à 15 du Code du travail.

Liste des principaux textes\* :

- Vestiaires, articles R. 4228-2 à R.4228-6
- Cabinets d'aisance, articles R. 4228-10 à R.4228-15
- Lavabos, articles R. 4228-2 à R.4228-5 et R. 4228-7
- Douches, articles R. 4228-8 à R.4228-9
- Installations accessibles aux handicapés, articles R. 4214-26, R. 4217-2, R. 4225-6, R. 4225-7
- Dispense, articles R. 4228-16
- Maître d'ouvrage, articles R. 4214-26 à R.4214-29
- Chantiers inférieurs à 4 mois, articles R. 4534-17 à R.4534-145
- Chantiers supérieurs à 4 mois, voir les dispositions de droit commun
- Locaux d'hébergement, articles R. 4228-26 à R.4228-37
- Arrêté du 23 juillet 1947 modifié fixant les conditions dans lesquelles les chefs d'établissement sont tenus de mettre les douches à la disposition du personnel effectuant des travaux insalubres et salissants
- Arrêté du 1er août 1967 modifié relatif aux détergents d'ateliers et savons mis à la disposition du personnel des entreprises.

\* Liste non exhaustive et non mise à jour.

## ANNEXE 2

Cantonnement\_BASE\_8\_CRAMI  
F

Protection  
périphérique et  
accès en toiture



## Fiche de bonnes pratiques BASE VIE / CANTONNEMENTS MODULAIRES

(CRAMIF Antenne 91 version du 23/03/2021)

(Hors protocole COVID19, le cas échéant : cf guide OPPBTP)

### BASE VIE COMMUNE POUR L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES (REFECTOIRES, VESTIAIRES ET SANITAIRES RELIES)

EFFECTIF PREVISIONNEL A RENSEIGNER SUIVANT PGC **8** salariés

Votre base vie sera dimensionnée pour **8** salariés  
Nombre de modules \* : **3** pour une surface équivalente de : **45** m<sup>2</sup> d'emprise environ

\* Module standard 6,21 m \* 2,44 m

#### REFECTOIRE



8 personnes /module  
(1,5 m<sup>2</sup> / personne)

Qté modules

**1**

##### Equipements à prévoir:

- 2** tables (2 par modules)
- 8** chaises ( 8 par modules)
- 1** évier (s) alimenté (s) en eau potable à température réglable (1 par module)
- 1** équipement électrique (s) : plaque chauffante + micro -ondes + chauffe gamelles + réfrigérateur (1 par module)
- 1** rangement (s) (1 par module)

#### SANITAIRES



16 personnes /module  
(0,75 m<sup>2</sup>/personne)

Qté modules

**1**

##### Equipements à prévoir:

- 4** mitigeurs alimentés en eau potable à température réglable entraxe > 0,70 m, profondeur > 0,40 m - savon et moyen de séchage
- 1** cabinet (s) à la turque (1 par module) équipés d'un point d'eau
- 2** urinoirs raccordés aux réseaux d'eau et d'assainissement ( 2 par module)
- 1** douche (s) à parois opaques (1 par module) avec receveur > 0.80x0.80m, communiquant directement avec les vestiaires et comportant un sas de déshabillage (> 1,00 x 0,80m) équipé d'un siège, de patères et d'un chauffage rapide

#### VESTIAIRES



8 personnes /module  
(1,5 m<sup>2</sup>/personne)

Qté modules

**1**

##### Equipements à prévoir:

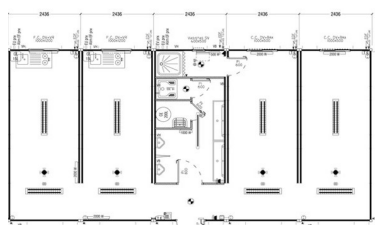
- 8** armoires doubles (8 par module) double compartiments avec un emplacement pour chaussures de sécurité, ventilées avec un système d'extraction d'air vicié pour le séchage des vêtements + bottes.
- 8** places assises (8 par module), bancs ou sièges
- 8** patères (8 par module)
- 8** coffres individuels (8 par module)

### DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOCAUX DE CANTONNEMENT

- Privilégier les installations modulaires aux installations dans l'existant du début à la fin du chantier ;
- Mettre en place une structure porteuse des bungalows comprenant des contreventements si nécessaire ;
- Prévoir un accès piéton indépendant viabilisé (cheminement en dur, éclairé, séparé des engins) donnant directement sur l'extérieur du chantier ;
- Mettre en place des escaliers métalliques d'accès aux bungalows en étage, et un ascenseur si plus de 4 niveaux ;
- S'assurer que les portes d'accès s'ouvrent vers l'extérieur ;
- Prévoir des fenêtres ouvrantes (éclairage naturel) et un éclairage artificiel atteignant un niveau moyen de 200 lux et à minima de 120 lux au sol ;
- Garantir une température de 18°C au minimum dans le réfectoire, et de 20°C dans les autres locaux ;
- Assurer le renouvellement en air neuf par une ventilation mécanique ;
- Utiliser des chauffe-eau électriques pour produire l'eau chaude : 50°C aux points de puisage et > 60°C dans les équipements de stockage ;
- Prévoir des revêtements de sol et des parois permettant un nettoyage facile et efficace ;
- Prévoir une armoire dédiée au stockage des produits d'entretien ainsi qu'un déversoir pour évacuer les eaux de nettoyage ;
- Installer des sanitaires chimiques et lave-mains sur les zones de travaux à l'avancement du chantier ;
- Mettre en place la protection incendie selon réglementation ou avis service de pompier : stabilité au feu, signalisation et éclairage de sécurité, alarme sonore audible en tout point, au moins un extincteur par bungalows (révisé, visible et accessible) et affichage des consignes de sécurité ;
- Confier le nettoyage quotidien des cantonnements à une entreprise extérieure,

### MISE EN ŒUVRE

- Raccorder les installations au réseau public de distribution électrique ;
- Raccorder les équipements sanitaires aux réseaux d'eau et public avec un débit et une pression suffisante ;
- Concevoir l'alimentation et l'évacuation des fluides pour être hors gel si possible en passant par l'intérieur des bungalows ;
- Assurer la maintenance et la vérification de l'installation électrique (initiale, annuelle et à chaque modification) ;
- Concevoir les installations pour permettre toutes les opérations (élingage, désélingage, raccordements) depuis le sol ou depuis l'intérieur des modules ; à défaut équiper tout le périmètre de la toiture de dispositifs de protection collective tels qu'un garde-corps.
- Pour les interventions ultérieures, maintenir sur le périmètre des toitures des garde-corps fixes et rigides et aménager un accès par escalier.



**Plan type**  
- 5 modules  
- 16 salariés

**Vestiaire :**  
Armoires doubles  
ventilées  
Extraction air vicié  
Accès douche  
Bancs + patères



#### POUR EN SAVOIR PLUS

**NT CRAMIF n° 27**  
Cantonnements de chantier

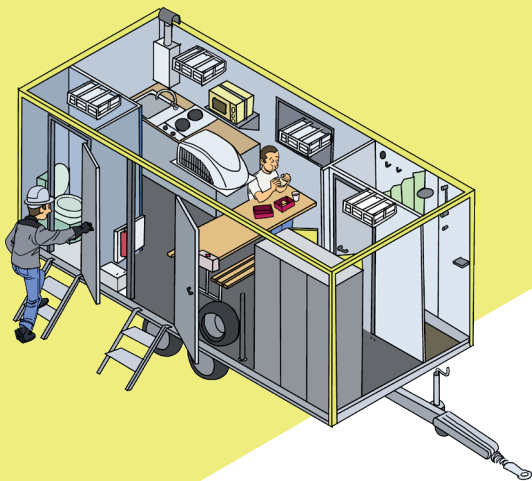
**INRS TJ11**  
Installation sanitaires des  
entreprises



## ANNEXE 3

### Instal chantier





## BASES VIE / CANTONNEMENTS SUR LES CHANTIERS

**Les installations d'hygiène et de vie sur les chantiers contribuent à préserver la santé et assurer le bien-être des salariés durant toute la durée des travaux.**

La mise à disposition de ces installations fait l'objet d'une réglementation spécifique et relève de la responsabilité du chef d'entreprise.

## L'HYGIÈNE ET LA VIE SUR CHANTIER

**CES INSTALLATIONS DOIVENT PERMETTRE AUX SALARIÉS DE BÉNÉFICIER SUR LES CHANTIERS DES MÊMES CONDITIONS DE TRAVAIL QU'EN ATELIER OU SITE FIXE.**

Le chef d'entreprise doit mettre à disposition des salariés des installations sanitaires et de vie dont la nature et la quantité sont définies par le Code du travail.

**Le non-respect des dispositions applicables à votre type de chantier est passible d'une amende de 10 000 €. Cette amende est appliquée autant de fois qu'il y a de travailleurs concernés.**



### BON À SAVOIR

La location peut être une solution adaptée à vos besoins. Le professionnel (loueur) peut s'occuper de l'installation, de la maintenance et de l'entretien.

### AU-DELÀ DE L'OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE CES INSTALLATIONS APPORTENT :

- Une bonne image de l'entreprise pour les clients et vos salariés
- Une augmentation de la performance de l'entreprise par l'amélioration des conditions de travail des salariés
- Une diminution du risque routier en évitant les allers-retours en voiture des salariés pour la pause déjeuner



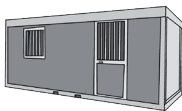
### BON RÉFLEXE

Le lavage des mains permet de réduire de 20% le risque d'infections respiratoires ou digestives et de 43% l'absentéisme.

- Définir la localisation de la base vie
- Assurer la proximité entre les installations et le chantier
- Veiller à ne pas générer de risques (ex : circulation engins/piétons)

- De la durée du chantier (inférieure ou égale / supérieure à 4 mois)
- Du nombre de salariés sur le chantier
- Des contraintes du site

En ville, n'oubliez pas de demander l'autorisation d'occupation pour les installer sur la voie publique.



Véhicule utilitaire  
aménagé



Si la disposition des lieux ne permet pas de mettre en place des installations d'hygiène et de repos (ex : chantier chez un particulier, manque de place...) le chef d'entreprise doit chercher à proximité du chantier un local ou un emplacement offrant les mêmes conditions : toilettes (ex : toilettes publiques)/ point d'eau/lieu pour déposer les matériels et les vêtements et idéalement un micro-onde et un réfrigérateur.

# LES SANITAIRES



## LES WC

### L'accès aux toilettes est obligatoire.

- Entrée séparée de l'entrée principale
- Séparer les toilettes hommes et femmes
- Installer 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes et 2 cabinets pour 20 femmes
- Mettre une poubelle pour garnitures périodiques dans les toilettes des femmes
- Prévoir au moins un poste d'eau
- Mettre du papier toilette à disposition
- Nettoyer et désinfecter les sanitaires au moins 1x/jour
- Vidanger les cabinets sanitaires autonomes 1x/semaine
- Munir les portes des WC d'un dispositif de fermeture intérieur décondamnable de l'extérieur

## BON RÉFLEXE

Si rien ne peut être mis en place, possibilité de passer un accord avec un commerçant ou client pour l'utilisation de ses toilettes. Les salariés doivent-y avoir un accès gratuit.

Installer des toilettes fixes pour les chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois.

## LES DOUCHES

### L'accès aux douches est obligatoire :

- Lors de travaux insalubres ou salissants (ex : présence de plomb, d'amiante)
- Eau à température réglable – Toujours les garder propres

## LES LAVABOS

- 1 lavabo pour 10 travailleurs
- Savon et moyens de séchage



## SPÉCIFICITÉ POUR LES CHANTIERS < 4 MOIS

Les WC peuvent ne pas avoir de poste d'eau.

Si l'eau courante ne peut pas être mise en place prévoir un réservoir d'eau potable pour alimenter les lavabos ou rampes à raison d'1 orifice pour 10 travailleurs. Si possible à température réglable.

## LE LOCAL RÉFECTOIRE

### OBLIGATION D'INSTALLER UN LOCAL RÉFECTOIRE DÈS LORS QUE LES SALARIÉS PRENNENT LEURS REPAS SUR LE CHANTIER

#### Le local réfectoire doit disposer :

- De sièges et tables en nombre suffisant
- De moyens de conservation et de réchauffage des repas
- D'eau potable fraîche, si possible, de boissons chaudes en hiver
- D'une aération, d'un chauffage pour l'hiver
- D'un extincteur

Afficher dans le local l'interdiction de :



Fumer



Vapoter

#### BON RÉFLEXE

- Maintenir le local propre
- Mettre à disposition 3L d'eau par jour et par salarié



#### SPÉCIFICITÉ POUR LES CHANTIERS < 4 MOIS

Dérogation possible autorisant le chef d'entreprise à mettre à disposition une roulotte de chantier.



#### BON À SAVOIR

Si les salariés vont au restaurant ou rentrent chez eux pour manger le midi, le local n'est pas obligatoire.

## LE VESTIAIRE

### > POUR LES CHANTIERS $\geq$ 4 MOIS

**Aménagement d'un vestiaire collectif. Il doit :**

- Disposer de sièges en nombre suffisant
- Disposer d'armoires individuelles ininflammables
- Être éclairé, aéré et chauffé
- Avoir une séparation entre les hommes et les femmes
- Être nettoyé 1x/jour



#### BON À SAVOIR

Il est interdit de stocker des produits dangereux dans les vestiaires et le local réfectoire.

### > POUR LES CHANTIERS < 4 MOIS

Possibilité de remplacer :

Les vestiaires collectifs par un **local vestiaire**.

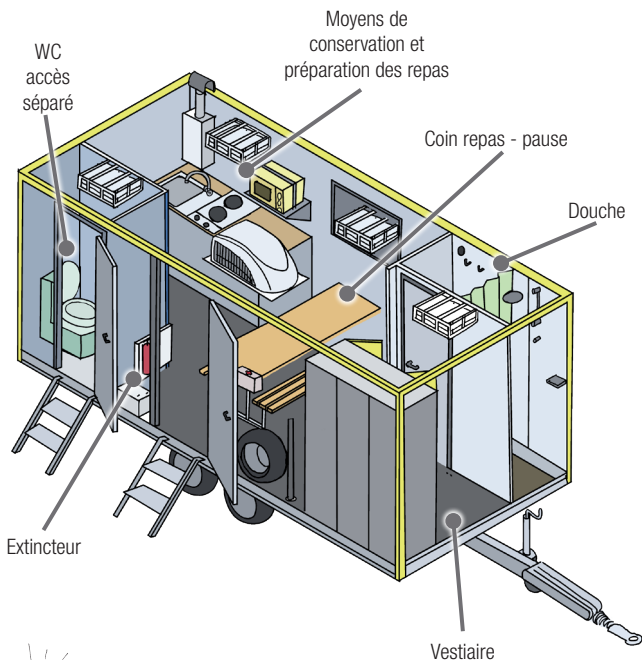
Les armoires individuelles par des **patères** en nombre suffisant.



#### BON RÉFLEXE

**Pensez-y !** Pour les chantiers inférieurs à 4 mois, en cas d'impossibilité de mettre en place un local vestiaire fixe, vous pouvez équiper un camion de chantier de casiers servant de rangement et de vestiaire clairement identifiés et séparés de la zone utilisée pour transporter du matériel.

# L'AMÉNAGEMENT D'UNE ROULOTTE DE CHANTIER



## BON À SAVOIR

Pour les chantiers inférieurs à 4 mois, dont leur nature ne permet pas de disposer des installations d'hygiène et de vie, il est possible d'utiliser un véhicule de chantier spécialement aménagé. Leur aménagement répond aux exigences réglementaires.

**Pensez-y !** Des aides financières existent pour l'acquisition de véhicules de chantier spécialement aménagés.



IRIS-ST  
2 RUE BÉRANGER  
75003 PARIS

IRIS-ST, pôle prévention des artisans du BTP  
et Paysage  
[www.iris-st.org](http://www.iris-st.org)

OPPBTP  
[www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)



Avec le soutien de la DGE, de la CNAMTS  
et de Béranger développement.



**RETROUVEZ LES MÉMOS DE L'IRIS-ST  
SUR L'APPLICATION « LES MÉMOS ».**